

## Tirage n° 274

DEUX LOTS DE TWEË LOTEN VAN	100 000	FRANCS FRANK
UN LOT DE EEN LOT VAN	250 000	FRANCS FRANK

## Trekking nr. 274

Numéros Nummers	522007 610045
Numéro Nummer	627660

## Tirage n° 275

DEUX LOTS DE TWEË LOTEN VAN	100 000	FRANCS FRANK
UN LOT DE EEN LOT VAN	250 000	FRANCS FRANK

## Trekking nr. 275

Numéros Nummers	347858 365061
Numéro Nummer	539877

Les obligations faisant partie des groupes sortis à savoir :

5821 à (tot) 5830	224471 à (tot) 224480	347851 à (tot) 347860	522001 à (tot) 522010	561301 à (tot) 561310
25471 » 25480	237931 » 237940	365061 » 365070	523811 » 523820	572431 » 572440
47921 » 47930	298511 » 298520	373091 » 373100	539871 » 539880	610041 » 610050
170931 » 170940	329901 » 329910	442341 » 442350	540531 » 540540	627651 » 627660
208031 » 208040				

De obligaties behorende tot de uitgelote groepen zegge :

et auxquelles il n'est pas attribué de lot, sont remboursables à 1 250 francs.

en waaraan geen lot werd toegewezen, zijn tegen 1 250 frank terugbetaalbaar.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE  
ET DE L'ENVIRONNEMENT

19 FEVRIER 1987

Circulaire relative à la loi du 13 juin 1986  
sur le prélèvement et la transplantation d'organes

Aux administrations provinciales et communales de l'Etat,

Monsieur le Gouverneur, Monsieur le Commissaire  
d'arrondissement, Mesdames, Messieurs,

Suite à notre lettre du 2 octobre 1986, veuillez trouver ci-après des instructions précises pour les administrations communales concernant l'application de la loi et des arrêtés d'exécution relatifs à la législation sur les transplantations d'organes et de tissus.

A. Les textes légaux concernés.

1. Loi du 13 juin 1986 sur la prélèvement et la transplantation d'organes : art. 10. Prélèvement après le décès.

2. Arrêté royal du 30 octobre 1986 réglant les modalités selon lesquelles le donneur ou les personnes visées à l'article 10, § 2 de la loi du 13 juin 1986 sur le prélèvement et la transplantation d'organes, doivent manifester leur volonté.

B. Le formulaire de demande et le récépissé.

1. Le formulaire de déclaration (déjà annexé à notre circulaire du 2 octobre 1986), doit reprendre les indications prévues à l'arrêté royal du 30 octobre 1986 et être conforme au modèle y annexé.

Il est complété à la machine, sauf la date et la signature qui sont portées à la main.

Indication à compléter sur le formulaire :

— Commune : nom de la commune du domicile et mention du code postal.

— Réf. : à remplir facultativement.

— Numéro d'identification du Registre national : il sera mentionné si l'intéressé le désire (par exemple si le numéro est mentionné sur sa carte d'identité).

— Code : il sera attribué par le Registre national des personnes physiques.

— Monsieur/Madame : on mentionnera à cette rubrique :

— les nom et prénoms;

— le lieu et la date de naissance;

— l'adresse.

— Déclaration de la volonté : biffer les mentions inutiles.

MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

19 FEBRUARI 1987

Omzendbrief aangaande de wet van 13 juni 1986  
betreffende het wegnemen en transplanteren van organen

Aan de Provinciebesturen en de gemeentebesturen van het Rijk,

Mijnheer de Gouverneur, Mijnheer de Arrondissements-  
commissaris, Mevrouwen, Mijne Heren,

In aansluiting op ons schrijven van 2 oktober 1986 volgen hierna precieze richtlijnen t.a.v. de gemeentebesturen inzake het toepassen van de wet en de uitvoeringsbesluiten betreffende de transplantaties van organen en weefsels.

A. De betreffende wetteksten.

1. Wet van 13 juni 1986 betreffende het wegnemen en transplanteren van organen : art. 10. Wegneming na overlijden.

2. Koninklijk besluit van 30 oktober 1986 tot regeling van de wijze waarop de donor of de personen bedoeld in artikel 10, § 2 van de wet van 13 juni 1986 betreffende het wegnemen en transplanteren van organen, hun wil te kennen geven.

B. Het aanvraagformulier en de ontvangstmelding.

1. Het aanvraagformulier (zie bijlage bij ons schrijven van 2 oktober 1986), dient de vermeldingen te hernemen die voorzien zijn in het koninklijk besluit van 30 oktober 1986 en dient conform te zijn aan het model dat in bijlage van dit besluit is opgenomen.

Het aanvraagformulier wordt machinaal ingevuld, behalve de datering en de handtekening, die met de hand worden aangebracht.

Vermeldingen op het aanvraagformulier :

— Gemeente : naam van de gemeente van de woonplaats en vermelding van het postnummer.

Ref. : facultatief in te vullen.

— Rijksregisternummer : dit wordt vermeld indien betrokkene dit wenst (bijvoorbeeld indien het identificatienummer op de identiteitskaart vermeld staat).

— Code : deze wordt door het Rijksregister van de natuurlijke personen verstrekt.

— De rubriek heer/mevrouw : men vermeldt :

— naam en voorna(a)m(en);

— geboortedatum en -plaats;

— adres.

— Verklaring der wilsuitdrukking : men schrapt wat niet past.

— La représentation : cette rubrique ne s'applique qu'à ceux qui font une déclaration à la place d'une autre personne. Ce sont les personnes visées à l'article 10, § 2, de la loi (parents, tuteur, administrateur provisoire, ...).

— Date et signature du formulaire par le fonctionnaire communal et le demandeur, soit celui qui se présente à la maison communale pour remplir le formulaire. Par sa signature le fonctionnaire communal confirme, à la vue des documents d'identité du déclarant ou de son représentant qui lui soumet également les documents prouvant le pouvoir de représentation que la personne qui a fait la déclaration et qui a signé le formulaire est bien celle dont l'identité figure sur ce document.

## 2. Le récépissé.

Il n'y a pas de formalités spécifiques, pour ce qui est de la forme du récépissé. Quant au contenu, celui-ci comprendra les données d'identité et la volonté retenue.

a) Les communes connectées par terminal ou ordinateur au Registre national des personnes physiques, transmettent les données visées au point 1 ci-dessus au Registre national.

Le Registre national transmet automatiquement et immédiatement après la réception des données un récépissé en double de l'enregistrement à la commune :

- un exemplaire est conservé par la commune;
- l'autre est destiné au demandeur et vaut récépissé.

b) Les communes qui n'ont pas de liaison directe par terminal ou ordinateur avec le Registre national envoient sans délai une copie du formulaire de demande au délégué provincial du Registre national, tandis qu'une deuxième copie est remise au demandeur. Le Registre national, à son tour, renvoie dans un bref délai un récépissé en double exemplaire de l'enregistrement des données à la commune. La commune en conserve un exemplaire, elle transmet l'autre au demandeur.

c) Après ces formalités, le formulaire de déclaration est transmis par la commune au Ministère de la Santé publique et de l'Environnement, Centre de Traitement d'information, C.A.E., quartier Vesale, 7e étage, 1010 Bruxelles.

## C. Instructions pratiques.

### 1. L'application de l'article 10, § 2, de la loi.

Comme dit auparavant, la rubrique « le représentant... » sur le formulaire s'applique à ceux qui sont autorisés, dans leur qualité de parent, de tuteur, d'administrateur, d'accomplir des actes juridiques au nom de quelqu'un d'autre.

Les situations suivantes peuvent survenir :

— le mineur d'âge n'ayant pas 18 ans : les proches qui vivent en commun avec lui. Ces derniers mots sont importants dans e.a. le cas d'un divorce, où la garde de l'enfant est attribué à un des parents;

— le mineur d'âge n'ayant pas 18 ans qui n'est pas capable de manifester sa volonté : les proches qui vivent en commun avec lui;

— la personne qui en raison de son état mental n'est pas capable de manifester sa volonté (par exemple personnes placées sous statut de minorité prolongée, interdits judiciaires) : le représentant légal, l'administrateur provisoire ou à défaut un proche.

A noter :

a) les condamnés en état d'interdiction légale (art. 20-24/Code pénal) et les personnes mises sous conseil judiciaire (débiles mentaux, et prodigues) sont, quant à leur personne, capables d'accomplir des actes juridiques. Il en est de même des condamnés à mort;

b) les personnes placées dans un établissement psychiatrique (les colloqués) doivent en principe être considérées comme capables. Il est pourtant possible que le juge de paix désigne un administrateur provisoire spécial pour une personne colloquée dans un asile d'aliénés, si cette personne n'est pas déjà placée sous tutelle. La compétence de cet administrateur est toutefois limitée (art. 31, loi du 18 juin 1850-1873), elle ne s'applique pas à la volonté relative à la personne du colloqué;

c) le séquestré à domicile (art. 25, loi du 18 juin 1850-1873) ne perd en principe pas sa capacité de jouissance et sa capacité d'exercice.

Il faut évidemment vérifier si le représentant est autorisé à agir au nom de la personne pour laquelle il manifeste l'opposition ou la révocation de l'opposition faite par celle-ci. La déclaration (ou révocation) de la volonté expresse ne peut être prononcée que pour le candidat-donneur lui-même.

La loi autorise un mineur d'âge n'ayant pas 18 ans, qui est capable de manifester sa volonté à manifester lui-même son opposition (et par analogie la révocation de l'opposition, la volonté expresse ou la révocation de celle-ci). La question est évidemment de savoir à partir de quel âge on est censé avoir la maturité d'esprit pour prendre avec discernement une décision personnelle et équilibrée.

— De rubriek « de vertegenwoordiger » geldt enkel voor degenen die voor een ander de verklaring afleggen. Het zijn de personen vermeld in artikel 10, § 2, van de wet (ouders, voogd, voorlopige bewindvoerder, ...).

— De dag- en handtekening van het formulier en door de gemeentebeampte, en door de aanvrager. Met zijn handtekening bevestigt de beampte van de gemeente dat, op zicht van identiteitsdocumenten van de aanvrager of van diens vertegenwoordiger, die eveneens de nodige bewijsstukken van de vertegenwoordiging dient voor te leggen, dat de persoon die de verklaring aflegde en het formulier ondertekende wel degelijk diegene is wiens identiteit in de verklaring is opgenomen. De aanvrager is degene die zich aanbiedt op het gemeentehuis om het formulier in te vullen.

## 2. De ontvangstmelding.

Er zijn, wat de vorm van de ontvangstmelding betreft, geen specifieke vereisten opgelegd. Naar de inhoud toe, bevat deze de identiteitsgegevens en de weerhouden wilsuitdrukking.

a) Gemeenten verbonden via terminal of computer met het Rijksregister van de natuurlijke personen, seinen de gegevens in vorige alinea vermeld door aan het Rijksregister.

Het Rijksregister zendt automatisch en onmiddellijk na de ontvangst der gegevens een ontvangstmelding van de opname in tweevoud aan de gemeente :

- één exemplaar wordt door de gemeente bewaard;
- het ander exemplaar is bestemd voor de aanvrager en geldt als ontvangstmelding.

b) Gemeenten die geen directe verbinding met het Rijksregister hebben via terminal of computer, zenden onverwijld een exemplaar der ontvangstmelding aan de provinciaal afgevaardigde van het Rijksregister; het andere exemplaar wordt aan de aanvrager verstrekt. Het Rijksregister zendt op zijn beurt binnen een korte tijdspanne aan de gemeente een ontvangstmelding in tweevoud van de opname der gegevens. De gemeente zal één exemplaar bewaren, het andere wordt aan de aanvrager overhandigd.

c) Na deze formaliteiten te hebben volbracht, zal het aanvraagformulier door de gemeente worden overgemaakt aan het Ministerie van Volksgezondheid en Leefmilieu, Centrum voor Informatieverwerking, R.A.C., Vesaliusgebouw, 7e verdieping, 1010 Brussel.

## C. Praktische richtlijnen.

### 1. De toepassing van artikel 10, § 2, van de wet.

Zoals hierboven gesteld, geldt de rubriek « de vertegenwoordiger ... » op het aanvraagformulier voor degenen die in de hoedanigheid van ouder, voogd, bewindvoerder gemachtigd zijn rechtshandelingen te stellen in naam van iemand anders.

De volgende situaties kunnen zich voordoen :

— de minder dan 18-jarige : de nabestaanden die met hem samenleven. Deze laatste woorden zijn van belang o.a. bij echtscheiding, waar het kind aan één ouder is toegewezen;

— de minder dan 18-jarige die niet in staat is zijn wil te doen kennen : de nabestaanden die met hem samenleven;

— de persoon die wegens zijn geestestoestand niet in staat is zijn wil te doen kennen (bijvoorbeeld de verlengd minderjarig verklaarden) : de wettelijke vertegenwoordiger, de voorlopige bewindvoerder of bij gebreke een naaste verwant.

Let wel :

a) de wettelijk onbekwamen (art. 20-24 Strafwetboek) en de onder de gerechtelijk raadsman gestelden (zwakzinningen en verkwisters) zijn wat hun persoon betreft bekwaam om rechtshandelingen te stellen; idem wat terdoodveroordeelden betreft;

b) de in een psychiatrische inrichting geplaatsten (gecolloceerden) moeten in principe voor bekwaam worden gehouden. Nochtans is het mogelijk dat over de in een krankzinnigengesticht geplaatste persoon een bijzonder voorlopig bewindvoerder wordt benoemd door de vrederechter, indien de persoon zelf niet reeds onder voogdij staat. Deze bewindvoerder heeft echter een beperkte bevoegdheid (art. 31, wet van 18 juni 1850-1873), die niet geldt voor de wilsuitdrukking over de persoon van de gecollocerde;

c) de in zijn woning gesequesteerde (art. 25, wet van 18 juni 1850-1873) verliest in principe de genots- en handelingsbekwaamheid niet.

Uiteraard dient men zoals gezegd na te gaan of de vertegenwoordiger gemachtigd is op te treden in naam van de persoon voor wie hij de verklaring van verzet of de herroeping ervan uit. De verklaring (of herroeping) van de uitdrukkelijke wilsbeschikking kan enkel plaatsgrijpen door de kandidaat-donor zelf.

De wet laat toe dat een minder dan 18-jarige, die in staat is zijn wil te doen kennen, zelf verzet kan uiten (en per analogiam de herroeping van het verzet, de uitdrukkelijke wilsbeschikking of de herroeping ervan). De vraag is natuurlijk vanaf welke leeftijd men geacht wordt voldoende geestelijk rijp te zijn om met onderscheidingsvermogen, persoonlijk een gewichtige beslissing te treffen. Dit

C'est un état de fait qui ne peut être défini dans un texte, mais qui doit être évalué cas par cas. On pourrait supposer qu'à l'âge de 13-14 ans, on est en général capable d'accomplir certains actes juridiques avec discernement.

2. Quid, si aussi bien le mineur d'âge n'ayant pas 18 ans qui est capable de manifester sa volonté, que le représentant légal font une déclaration contradictoire?

Cette « contradiction dans les intérêts » ne peut survenir que lorsque le représentant légal désire manifester l'opposition ou la révocation de cette opposition, contrairement à la volonté du mineur d'âge. La volonté expresse (= la déclaration explicite d'être donneur) et la révocation de celle-ci ne peuvent être manifestées que par l'intéressé lui-même et en aucun cas par un représentant légal.

En cas de litige, on peut s'adresser, dans l'intérêt de l'enfant, au tribunal de la jeunesse.

3. Quid, si les parents entre eux ont une différente opinion en ce qui concerne la volonté du mineur d'âge?

L'opposition doit être acceptée. Le cas échéant, l'autre parent peut s'adresser, dans l'intérêt de l'enfant, au tribunal de la jeunesse.

Comme déjà mentionné sous le point 1, cette disposition ne s'applique qu'aux parents vivant en commun avec le mineur d'âge.

4. Personnes qui ne sont pas à même de se rendre à la maison communale.

Un formulaire blanc peut être envoyé à ces personnes.

Mais si ces personnes sont capables de manifester leur volonté, la date et la signature de ce formulaire, ainsi que le contrôle des données d'identité doivent avoir lieu par le fonctionnaire communal compétent.

5. Aveugles, mal-voyants et handicapés.

Pour les personnes qui en raison de leur état physique, ne sont pas capables de remplir le formulaire de demande, le fonctionnaire communal apposera lui-même la date et la signature, en affirmant par écrit que l'intéressé n'était pas capable, en raison de son état physique, de le faire par lui-même.

6. En vertu des dispositions relatives à l'autorité parentale, les parents sont autorisés, s'ils en font la demande, à prendre connaissance à la commune des données relatives à la volonté de leur enfant n'ayant pas atteint l'âge de 18 ans.

Le Ministre des Affaires sociales,  
J.-L. Dehaene

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique,  
Mme W. Demeester-De Meyer

is niet in een tekst te vatten, doch dient geval per geval geëvalueerd te worden. Als richtlijn kan wel gelden dat men vanaf 13-14 jaar gewoonlijk in staat is bepaalde rechtshandelingen te stellen met voldoende inzicht.

2. Quid indien en de minder dan 18 jarige, die in staat is zijn wil te doen kennen, en de wettelijke vertegenwoordiger een tegenstrijdige verklaring afleggen?

De « tegenstrijdigheid van belangen » kan zich enkel voordoen indien de wettelijke vertegenwoordiger een verklaring van verzet of herroeping van deze verklaring wenst te uiten, in tegenstelling tot de wilsuitdrukking van de minderjarige. De uitdrukkelijke wilsbeschikking (= het zich expliciet donor stellen) en de herroeping hiervan, kan slechts plaatsgrijpen door de betrokkene zelf en in geen geval door een wettelijke vertegenwoordiger.

Indien geschillen hieromtrent rijzen kan men zich in het belang van het kind tot de jeugdrechtbank wenden.

3. Quid indien de ouders onderling van mening verschillen over de wilsuitdrukking voor de minderjarige?

Het verzet dient te worden aangenomen. Zo nodig kan de andere ouder zich in het belang van de minderjarige tot de jeugdrechtbank wenden.

Deze regeling geldt zoals in punt 1, gezegd slechts voor de ouders die met de minderjarige samenleven.

4. Personen die niet bij machte zijn zich naar het gemeentehuis te begeven.

Een blanco-aanvraagformulier kan deze personen worden bezorgd.

Doch, indien zij in staat zijn hun wil te doen kennen, dient de ondertekening en dagtekening van dit formulier, alsmede de controle der identiteitsgegevens door de bevoegde gemeente-beambte plaats te grijpen.

5. Blinden, slechtzienden en gehandicapten.

Voor de personen die om lichamelijke redenen niet in staat zijn het aanvraagformulier in te vullen, zal de bevoegde gemeente-beambte zelf de dag- en handtekening plaatsen, en op schrift bevestigen dat betrokkene om lichamelijke redenen niet in staat was deze gegevens zelf aan te brengen.

6. Indien de ouders erom verzoeken, is het, op grond van het ouderlijk gezag, toegelaten dat zij op de gemeente voor de minder dan 18-jarige kennis nemen in de gegevens van zijn wilsuitdrukking.

De Minister van Sociale Zaken,  
J.-L. Dehaene

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid,  
Mevr. W. Demeester-De Meyer

## PUBLICATIONS LÉGALES ET AVIS DIVERS

### Chambres législatives

SENAT

Séances publiques

Ordre du jour

Mardi, 24 février 1987 :

a) l'après-midi à 14 heures;

b) le soir à 19 heures.

1. Projet de loi sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur. (Suite de la discussion).

2. Projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi provinciale.

3. Proposition de loi complétant l'article 67 de la loi électorale communale.

4. Projet de loi modifiant la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie.

## WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN EN VERSCHILLENDE BERICHTEN

### Wetgevende Kamers

SENAAT

Openbare vergaderingen

Agenda

Dinsdag, 24 februari 1987 :

a) 's namiddags te 14 uur;

b) 's avonds te 19 uur.

1. Ontwerp van wet betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de verbruiker. (Voortzetting van de bespreking).

2. Ontwerp van wet tot wijziging van sommige bepalingen van de provinciewet.

3. Voorstel van wet tot aanvulling van artikel 67 van de gemeentekieswet.

4. Ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht.